

LES FÉDÉRATIONS SYNDICALES CHEMINOTES S'ADRESSENT À VOUS !

Paris, le 08 juin 2026

Madame, Monsieur, Bonjour,

Usagers quotidiens, usagers occasionnels, citoyens, comme les cheminots, vous êtes attachés au train.

USAGERS, vous subissez la recherche permanente de productivité :

⇒ **Transport régional ou Intercités :**

- Les abonnements et prix des billets sont en hausse de 2,3 à 10 % selon les régions.
- Les fermetures (près de 180 à ce jour) de guichets se poursuivent dans de nombreuses régions (Paca, Hauts-de-France, Grand-Est et Nouvelle-Aquitaine).
- Les ralentissements dus à la vétusté de certaines lignes qui rallongent vos parcours.

⇒ **Les liaisons nationales (TGV, Ouigo) :**

- L'arrivée de nouveaux opérateurs se fait sur les axes les plus fréquentés, qui sont les plus rentables (Paris-Lyon-Marseille). **Si vous n'êtes pas sur ces axes, tant pis pour vous, leur logique n'est pas celle de l'aménagement du territoire.**
- Pour favoriser l'arrivée de la concurrence, les nouveaux opérateurs paient moins cher pour faire circuler leurs trains au détriment de l'équilibre global du système ferroviaire. Bilan : impossible de financer les TGV qui desservent des villes non-rentables. **Aujourd'hui, ce sont 27 gares dites moyennes qui ne sont plus desservies !**
- Pourtant, les recettes par billet continuent de croître : + 4,02 % **annuellement** sur la période 2020-2024, au-delà de l'inflation (3,41 %).

CITOYENS, la concurrence coûte cher :

- ⇒ **+7,2 millions d'euros** versés aux entreprises ferroviaires répondant aux appels d'offres TER.
- ⇒ **+4,4 milliards d'euros** pour créer des Sociétés Publiques Locales pour acheter les rames... ce que la SNCF faisait seule avant en optimisant ses achats.
- ⇒ **700 millions** d'investissements dans des centres de maintenance, certes nécessaires, mais surtout pour répondre aux découpages des lignes : dans un univers concurrentiel, la mutualisation n'est plus possible.

L'État doit retrouver un rôle de stratège pour assumer sa responsabilité et financer le réseau ferré national.

Le financement doit se matérialiser dans une loi de programmation des infrastructures des transports avec un fléchage identifié pour le ferroviaire (TICPE, nationalisation des autoroutes, versement mobilité généralisé et déplaçonné, etc.).

Nous, CHEMINOTS, sommes aussi impactés :

Derrière chaque train qui circule, c'est tout un système de production avec de nombreux métiers peu connus qui permettent la circulation de **15 000 trains/jour** en sécurité. Avec la multiplication des entités, des filiales, c'est le système qui est éclaté. Les intérêts des uns peuvent s'opposer à ceux des autres : organisation et temps de travail, salaires, transformation des métiers, autant de droits communs et garanties collectives construits au fil des décennies afin de garantir un haut niveau de sécurité et qui sont aujourd'hui remis en cause.

ENSEMBLE, RECONSTRUISONS LE SERVICE PUBLIC

Stoppons cette gabegie financière et cette catastrophe industrielle. Les Britanniques ont compris et font marche arrière, après 35 ans de casse du système à grands coups de concurrence. Reconstituons un service public ferroviaire voyageurs et marchandises avec des trains partout et pour tous, des cheminots formés et en nombre suffisant.

Face à des directions d'entreprises qui refusent de répondre depuis de nombreux mois aux revendications exprimées par les cheminots de toutes entreprises et de tous métiers, les quatre fédérations représentatives à la SNCF (CGT Cheminots, UNSA-Ferroviaire, SUD-Rail et CFDT Cheminots) appellent les cheminots à agir par la grève le 10 juin prochain.

**LE 10 JUIN 2026 – USAGERS – CITOYENS – CHEMINOTS
UNIS POUR LE FER !**

